

GUIDE PRATIQUE DES PROCEDURES

POUR LES EMPLOYEURS

I/ QUI EST EMPLOYEUR ?

Est considéré comme employeur :

- Ø Toute personne physique ou morale occupant un ou plusieurs salariés quelles que soient la nature juridique, la durée et la forme de la relation de travail telles que définies par la législation et la réglementation relatives aux relations de travail ;
- Ø Tout particulier qui emploie pour son propre compte des travailleurs quelle que soit leur qualité en contrepartie d'une rémunération ;

II/QUELLES SONT VOS OBLIGATIONS?

I/ LA DECLARATION D'ACTIVITE **ET IMMATRICULATION DE L'EMPLOYEUR :**

(Art 6 de la Loi N°83/14 du 02 juillet 1983, modifiée et complétée)

Elle est effectuée :

- Ø A votre diligence ou à celle de votre représentant ;
- Ø Auprès de l'agence CNAS territorialement compétente, c'est à dire l'Agence de la wilaya du lieu de votre activité (Service Immatriculation).
- Ø Dans un délai de dix jours suivant le recrutement de votre premier salarié

Dossier à fournir pour votre immatriculation employeur :

- Ø Un imprimé (IMMAT01)fourni par l'agence et accompagné de toute pièce justifiant de la date de début d'activité, de sa nature, de sa localisation :
 - ⇒ Pour les personnes physiques :
 - extrait de naissance
 - copie du registre de commerce,
 - carte d'artisan.
 -
 -
 - ⇒ Pour les personnes morales :
 - statuts,

- agréments
-
-

A l'issue de cette immatriculation, un numéro d'identification vous est délivré et servira ultérieurement à votre identification.

II / LA DECLARATION DES SALARIES :

(Art 8 de la Loi N°83/14 du 02 juillet 1983, modifiée et complétée)

Elle est effectuée :

- Ø Auprès de l'agence CNAS de votre immatriculation
- Ø Dans un délai de dix jours qui suivent le recrutement de votre salarié

Votre immatriculation en qualité d'employeur et l'immatriculation de votre premier salarié interviennent simultanément

Dossier à fournir pour l'immatriculation et l'affiliation de votre salarié :

- Ø Sur imprimé fourni par l'Agence (SECU 01) dûment rempli, visé par vos soins et accompagné des pièces suivantes :
 - Un extrait de naissance de la commune de naissance
 - Fiche familiale pour les salariés mariés
 -
 -

Ce dossier d'immatriculation pourra être complété par d'autres pièces justificatives

A l'issue de cette opération, il est attribué à votre salarié un matricule et une affiliation à un centre de paiement auprès duquel il percevra les prestations.

MOUVEMENT DES SALARIES

Tout salarié débauché doit être systématiquement signalé aux services de la caisse par le biais de l'imprimé Etat des Mouvements des Salariés (EMS) , remis au moment de la déclaration de cotisation suivante.

III / DECLARATION ET VERSEMENT DES COTISATIONS

(Art 17 de la Loi N°83/14 du 02 juillet 1983, modifiée et complétée)

A / FORME DE LA DECLARATION

Elle est effectuée sur un imprimé de Déclaration d'Assiette de Cotisations (DAC) qui vous est envoyé par la caisse au début de chaque échéance et qui contient des renseignements pré-imprimés que vous devrez compléter. Par ailleurs, si les informations pré-imprimées sont

erronées, vous devez le signaler aux services de la caisse. Dûment renseignée, la déclaration d'assiette de cotisation sert à récapituler :

- Ø Les salaires ayant servi au calcul de la cotisation
- Ø Le nombre de salariés occupés durant la période considérée,
- Ø Le taux de cotisation appliqué
- Ø Le montant des cotisations dues.

En cas de mouvement de salariés durant la période considérée, La déclaration d'assiette de cotisation doit être accompagnée d'un Etat de Mouvement des Salariés (EMS)

Important : Les déclarations d'assiettes de cotisations sont éditées à dates fixes. Aussi, et lors de votre immatriculation et de l'affiliation de votre premier salarié, vous devez exiger la remise d'une déclaration d'assiette de cotisation vierge et comportant votre nom ou votre raison sociale, votre numéro d'employeur, le taux de cotisation et la période de cotisation considérée

Par ailleurs, Le défaut de production de la Déclaration d'Assiette de Cotisation (DAC) est passible de sanction. Dans le cas où aucun salarié n'a été employé durant la période considérée, il y a lieu de déposer la Déclaration d'Assiette de Cotisation (DAC) avec la mention « Néant ».

B / COMMENT CALCULER LES COTISATIONS ?

1/ QUELS SONT LES SALAIRES SOUMIS A COTISATION ?:

Le salaire soumis à cotisation est constitué de l'ensemble des éléments de rémunération perçus par votre salarié, à l'exception :

- Ø Des primes et indemnités représentatives de frais engagés par le travailleur (prime de panier, de transport, frais de mission...)
- Ø Des primes à caractère familial (allocations familiales, indemnité de salaire unique, prime de naissance...)
- Ø Des primes à caractère exceptionnel (prime de licenciement, indemnité de départ à la retraite..)
- Ø Des primes liées à des conditions particulières de travail et d'hébergement et remplissant au moins deux des trois conditions suivantes :
 - § Logement en cabine mobile, tente, campement itinérant ou base de vie ;
 - § Système de travail par relèves nécessitant un cycle continu de plusieurs semaines de travail effectif suivies d'une période de repos pendant laquelle l'indemnité n'est pas servie ;
 - § Lieu de travail éloigné de tout centre urbain et difficile d'accès .

2/ TAUX DE COTISATION

Le taux de cotisation global est de 35 % réparti comme suit :

- Ø Quote-part patronale : 26 % (Dont 01% à la charge des œuvres sociales)
- Ø Quote-part salariale : 09 %

A ce taux, il y a lieu d'ajouter une cotisation de 0,13 % à la charge de l'employeur lorsque l'activité relève du secteur du bâtiment, travaux publics et hydraulique.

La CNAS assure en effet le recouvrement des cotisations non seulement pour son compte propre, mais aussi pour celui de la Caisse Nationale de Retraite (CNR), de la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC) du Fonds National de Péréquation des Oeuvres Sociales (FNPOS) et de l'OPREBATH.

C / PERIODICITE ET DELAIS DES VERSEMENTS

En tant qu'employeur, vous êtes chargé de verser l'ensemble des cotisations, tant la quote-part salariale que la votre. Ce versement est effectué :

- Ø Mensuellement si votre effectif salarié est supérieur à neuf. Votre versement doit être dans ce cas effectué dans les trente jours qui suivent la fin du mois considéré
- Ø Trimestriellement si votre effectif salarié est inférieur à dix. Votre versement est alors effectué dans les trente jours qui suivent la fin du trimestre considéré.

Le tableau ci-dessous permet de déterminer les dates d'exigibilité des cotisations selon l'effectif salarié que vous employez :

EFFECTIF SALARIE EMPLOYE	ECHEANCE	PERIODES CONSIDEREES	DATE D'EXIGIBILITE DES COTISATIONS
10 Salariés et plus	Mensuelle	MOIS « N »	Au plus tard le 30 du mois « N+1 »
DE 01 à 09 Salariés	Trimestrielle	Premier trimestre : du 01.01 au 31.03	Au plus tard le 30 Avril
		Deuxième trimestre : du 01.04 au 30.06	Au plus tard le 30 Juillet
		Troisième trimestre : du 01.07 au 30.09	Au plus tard le 30 Octobre
		Quatrième trimestre : du 01.10 au 31.12	Au plus tard le 30 Janvier

D / VERSEMENT DES COTISATIONS

Le versement des cotisations peut être effectué :

- Ø Par virement bancaire ou postal à l'ordre de votre Agence d'immatriculation. Dans ce cas, les références du virement effectué devront apparaître sur la déclaration d'assiette de cotisation dans le cadre réservé au moyen de paiement.
- Ø Par chèque bancaire ou postal déposé auprès des guichets des services de votre Agence d'immatriculation ; Dans ce cas, les références du chèque émis devront apparaître sur la déclaration d'assiette de cotisation dans le cadre réservé au moyen de paiement
- Ø En espèces auprès de la caisse de votre Agence d'immatriculation contre reçu de versement.

En cas de paiement par chèque, vous devez vous assurer que la provision de votre compte est suffisante pour honorer le montant du chèque émis. Le chèque retourné impayé est en effet passible de poursuites pénales.

De même, le paiement effectué sans dépôt de déclaration peut être source de difficultés, les cotisations ne pouvant pas être imputées.

VI / LA DECLARATION ANNUELLE DES SALAIRES ET DES SALARIÉS (DAS) :

Elle est déposée :

- Ø Auprès de l'Agence CNAS de votre immatriculation ;
- Ø Dans un délai de trente jours qui suivent la fin de l'année civile, c'est à dire avant le 31 janvier de chaque année ;
- Ø Sur un support magnétique (CD ROM ou Disquette) et il y a lieu de vous rapprocher des services de l'agence de votre immatriculation pour la détermination du format.

Elle est nécessaire pour :

- Ø Déterminer les écarts entre les salaires, effectifs et cotisations déclarés durant l'année et ceux mentionnés sur la DAS, et de procéder à d'éventuels redressements en faveur de l'employeur ou de la caisse
- Ø Apprécier les conditions d'ouverture de droits aux prestations des salariés
- Ø Reconstituer la carrière de chaque salarié, notamment pour le bénéfice à la retraite

Important : Le défaut de production de la Déclaration Annuelle des Salaires et des Salariés (DAS) est passible de sanction. Dans le cas où vous n'avez employé aucun salarié durant l'année considérée, il y a lieu de déposer votre Déclaration Annuelle des Salaires et des Salariés (DAS) avec la mention « Néant ».

III / QUELLES SONT LES SANCTIONS ENCOURUES ?

1/ Pour Défaut de Déclaration d'Activité : (Art.6 de la Loi N°04/17 du 13.11.2004)

Le Défaut de Déclaration d'Activité donne lieu à une pénalité de cinq mille dinars (5.000 DA) majorée de 20 % par mois de retard.

2/ Pour Défaut de Déclaration de Salarié : (Art.9 de la Loi N°04/17 du 13.11.2004)

Le Défaut de Déclaration de Salarié donne lieu à une pénalité de Mille dinars (1.000 DA) majorée de 20% par mois de retard.

3/ Pour Défaut de Production de la Déclaration d'Assiette de Cotisation (DAC) :

(Art.10 de la Loi N°04/17 du 13.11.2004)

En cas de Défaut de Production de la Déclaration d'Assiette de Cotisation (DAC), l'organisme de sécurité sociale peut fixer, à titre provisoire, le montant desdites cotisations sur la base des cotisations payées au titre du mois, du trimestre ou de l'année précédente sur une base forfaitaire calculée en fonction de tout élément d'évaluation.

Le montant des cotisations ainsi fixé à titre provisoire est majoré de 05%.

Cette majoration est définitivement acquise à l'organisme de sécurité sociale.

4/ Pour Défaut de Versement des cotisations

Le défaut de Versement des cotisations donne lieu à une pénalité de 05% du montant des cotisations dues majorée de 01% par mois de retard.

5/ Pour Défaut de Production de la Déclaration Annuelle de Salaires et de Salariés (DAS)

(Art.11 de la Loi N°04/17 du 13.11.2004)

En cas de défaut de production de la Déclaration Annuelle des Salaires et des Salariés (DAS) donne lieu à une pénalité de 15% du montant des cotisations dues majorée de 05% par mois de retard.

Le montant des cotisations dues est déterminé dans les mêmes formes que lors du défaut de production de la Déclaration d'Assiette de Cotisation.

IV / LE CONTROLE

VOUS ETES SOUMIS AU CONTROLE :

Le contrôle est effectué :

- § Par des agents de contrôle de la CNAS, Agréés par le Ministre chargé de la Sécurité Sociale et dûment assermentés ;
- § Sur les lieux de travail et durant les horaires de travail ;

Au cours de sa mission, l'agent de contrôle est notamment en droit :

- Ø D'interroger les salariés trouvés sur les lieux de travail ;
- Ø De consulter tout document nécessaire à l'accomplissement de sa mission et d'en demander une copie ;
- Ø De recevoir des titres de paiement pour le compte de l'organisme et d'en accuser réception ;
- Ø De se faire assister de la force publique ou de toute personne susceptible de l'aider dans l'accomplissement de sa mission.

En contrepartie, l'agent de contrôle est tenu:

- ⇒ D'observer le secret professionnel dans l'exercice de sa mission, notamment en matière de résultat et de procédé d'exploitation ;
- ⇒ D'établir un rapport après toute opération de contrôle ;
- ⇒ De vous notifier les résultats du contrôle, ainsi que les infractions et les redressements éventuellement effectués.

V / LE RECOURS

VOUS POUVEZ INTRODUIRE UN RECOURS

En cas de litige vous opposant à l'organisme de sécurité sociale, vous pouvez introduire un recours.

Le recours est introduit :

- ⇒ Auprès de la commission de recours préalable de wilaya (CRPW) qui siège auprès de l'Agence CNAS de votre immatriculation ;
- ⇒ Dans un délai d'un mois à compter de la notification des redressements effectués ;
- ⇒ Sur une simple demande déposée auprès du secrétariat de ladite commission et sans formalité particulière.

Si vous contestez la décision de la commission de recours préalable de wilaya (CRPW), vous pouvez saisir la commission de recours nationale (CRPN) dans les mêmes formes et dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de la CRPW.

Cependant, en matière de majorations et pénalités de retard, la Commission de recours de wilaya (CRPW) statue en premier et dernier ressort.

Dans tous les cas, si vous ne saisissez pas le tribunal dans un délai de deux (02) mois, vous êtes forclos.

VI / SI VOUS CESSEZ TEMPORAIREMENT OU DEFINITIVEMENT VOTRE ACTIVITE , OU SI VOUS N'EMPLOYEZ PLUS DE SALARIES

Si vous cessez temporairement ou définitivement votre activité, ou si vous n'employez plus de main d'œuvre salariée, vous pouvez introduire une demande de suspension ou de radiation, accompagnée des pièces justificatives, auprès de l'Agence CNAS de votre immatriculation.

De même, votre suspension est prononcée automatiquement par l'Agence de votre immatriculation si vous effectuez quatre déclarations d'assiettes de cotisations en « Néant ».

Cependant, si vous êtes suspendu ou radié, vous perdez votre qualité d'employeur et votre Agence d'immatriculation ne pourra vous délivrer aucun document relatif à la période durant laquelle vous avez été suspendu ou radié(notamment les attestations de mise à jour) et se réserve par ailleurs le droit de contrôler la cessation effective de l'activité et/ou l'inexistence d'une main d'œuvre salariale.

VI / CAS PARTICULIERS

1 / TRAVAILLEURS ASSIMILES A DES SALARIES

Au regard de la législation en matière de sécurité sociale, certains travailleurs sont assimilés à des salariés et leurs salaires sont soumis à cotisation bien qu'à des taux variables. Il s'agit notamment des travailleurs suivants :

1 / Les travailleurs à domicile

- Ø Salaire soumis à cotisation : SNMG
- Ø Taux de cotisation 35 % dont : 26% à la charge de l'employeur
09% à la charge du salarié

2 / Les personnes employées par des particuliers

- Ø Salaire soumis à cotisation : SNMG
- Ø Taux de cotisation 06 % dont : 04% à la charge de l'employeur
02% à la charge du salarié

3 / Les artistes comédiens et figurants

- Ø Salaire soumis à cotisation : Salaire perçu
- Ø Taux de cotisation 35 % dont : 26% à la charge de l'employeur
09% à la charge du salarié

4 / Les marins pêcheurs à la part et embarqués avec le patron pêcheur

- Ø Salaire soumis à cotisation : SNMG
- Ø Taux de cotisation 12 % dont : 07% à la charge de l'employeur
05% à la charge du salarié

2 / LES TAUX DE COTISATION REDUITS :

- q Dans le cadre de La promotion des investissements :
- q Dans le cadre du soutien à l'emploi des jeunes